

<b>ORDRE DU JOUR</b>
----------------------

**I –** Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 23 septembre 2021

**II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME**

062/2021-Décision modificative n°1 - COMMUNE DE CASTELJALOUX

063/2021-Décision modificative n°1 - CAMPING DE LA PISCINE

064/2021-Décision modificative n°1 – COMPLEXE TOURISTIQUE

065/2021-Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

066/2021-Fonds de concours pour la réalisation de travaux d'éclairage public place Gambetta

067/2021-Fonds de concours pour l'acquisition et l'installation de feux au carrefour entre la RD 933 et la RD 291

068/2021-Décisions prises par délégation du Conseil municipal

**III – COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME**

069/2021-Présentation du rapport d'activité annuel du syndicat départemental Territoire d'énergie (TE47)

070/2021-Convention de servitude amiable avec le syndicat TE 47

071/2021-Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement d'Eau 47- Exercice 2020

072/2021-Adoption d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique

073/2021-Cession amiable de concessions suite à un procédure de reprise - réévaluation

074/2021-Participation financière aux travaux de renforcement du réseau d'AEP

075/2021-Demande de subvention départementale pour la construction de caniveaux et bordures de trottoirs

**IV – COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS**

076/2021-Demande de subvention exceptionnelle du football club de Casteljaloux

**V – COMMISSION ENFANCE – JEUNESSE**

077/2021-Tarifs de Castel'O Jeunes

**VI – COMMISSION AFFAIRES SOCIALES ET SENIORS**

078/2021-Demande de subvention exceptionnelle de l'association des parents d'élèves de l'école Samazeuilh et de l'association des parents d'élèves de l'école Sainte-Marie

**VII – AFFAIRES GENERALES**

079/2021-Création d'un poste d'éducateur de jeunes enfants à temps complet

**VIII – QUESTIONS DIVERSES**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2021**

Le quatorze décembre deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 06 décembre 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, M. LAFARGUE, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, Mme SAUX, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme ESQUERRA, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO.

Absents ayant donné pouvoir : Mme ARMELLINI a donné pouvoir à Mme MONTIGNY-CAPIES, Mme DA COSTA FREITAS a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, M. LAJUS

Secrétaire de séance M. DUCASSE

Madame le Maire ouvre la séance en procédant à l'appel.

Madame le Maire soumet le huis clos au vote avec retransmission publique en direct sur internet. La proposition est acceptée à l'unanimité.

L'assemblée désigne monsieur Ducasse comme secrétaire de séance.

Madame le Maire précise qu'au regard des conditions sanitaires, il ne sera exceptionnellement pas servi de verre de l'amitié à la fin de cette séance, comme il est de coutume à la veille des fêtes.

Elle propose ensuite deux rapports sur table, une motion pour le maintien du service des urgences hospitalières de Marmande et une subvention exceptionnelle pour l'association Egrégore, ainsi qu'un rapport correctif. Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

**I - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 23 septembre 2021.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 23 septembre 2021 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

**II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME**

Objet - 062/2021 – Décision modificative n°1 - COMMUNE DE CASTELJALOUX

Monsieur Marquet présente et commente le rapport suivant :

« Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

**Décisions modificatives – COMMUNE DE CASTELJALOUX - 2021**

**DM 1 - 14/12/2021**

**INVESTISSEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
2041512 (204) : Bâtiments et installations - 814	122 000,00	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement - 01	4 500,00
2112 (21) : Terrains de voirie - 824	-57 000,00		
2138 (21) : Autres constructions - 413	-33 800,00		
21538 (21) : Autres réseaux - 811	-11 200,00		
21568 (21) : Autre mat et outil d'incendie et de défense civile - 113	-20 000,00		
4912 (040) : Provision pour dépréciation des comptes de redevables - 01	4 500,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>4 500,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>4 500,00</b>

**FONCTIONNEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement - 01	4 500,00	7817 (042) : Reprise sur provision pour dépréciation actifs circulants - 01	4 500,00
60633 (011) : Fournitures de voirie - 822	-3 000,00		
611 (011) : Contrats de prestations de services - 020	-3 650,00		
6135 (011) : Locations mobilières - 823	-1 500,00		
6541 (65) : Créances admises en non-valeur - 01	4 500,00		
6574 (65) : Subv.fonct.aux asso.& autres pers. de droits privé - 025	3 650,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>4 500,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>4 500,00</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>9 000,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>9 000,00</b>

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. »

Objet - 063/2021 – Décision modificative n°1 - CAMPING DE LA PISCINE

Monsieur Marquet présente et commente le rapport suivant :

« Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

***Décisions modificatives – CAMPING DE LA PISCINE - 2021***

***DM 1 - 14/12/2021***

**FONCTIONNEMENT**

<b><i>Dépenses</i></b>		<b><i>Recettes</i></b>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
61528 (011) : Autres	1 700,00		
6411 (012) : Salaires, appointements, commissions de base	-1 702,00		
658 (65) : Charges diverses de la gestion courante	2,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>0,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>0,00</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. »

Objet - 064/2021 – Décision modificative n°1 - COMPLEXE TOURISTIQUE

Monsieur Marquet présente et commente le rapport suivant :

« Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

**Décisions modificatives – COMPLEXE TOURISTIQUE - 2021**

**DM 1 - 14/12/2021**

**FONCTIONNEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
61528 (011) : Autres	-3 560,00		
6413 (012) : Primes et gratifications	3 550,00		
673 (67) : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>0,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>0,00</b>

  

<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. »

Objet - 065/2021 – Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié, en l'assouplissant, le régime des exceptions au repos dominical des salariés. Elle autorise le maire d'une commune à accorder une dérogation au repos dominical dans le commerce de détail jusqu'à 12 dimanches dans l'année.

La liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Par ailleurs, la décision du Maire doit être prise après avis du Conseil municipal.

Madame le Maire propose d'accorder une dérogation pour les dimanches 4 décembre, 11 décembre et 18 décembre 2022 et de limiter les dérogations à ces trois dimanches. Les commerces de détail qui le souhaitent pourront donc éventuellement ouvrir ces trois dimanches en dérogeant au repos dominical de leurs salariés, dans le respect des règles du droit du travail prévues en la matière.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au [premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 \(400 m²\)](#), je vous propose d'accorder un dimanche supplémentaire.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :  
Vu l'article L3132-26 du code du travail,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de donner un avis favorable à la dérogation au repos dominical pour trois dimanches, à savoir les 4, 11, et 18 décembre 2022 pour les commerces de détail suivants :

Commerce d'alimentation générale  
Supérettes  
Supermarchés  
Magasins multi-commerces  
Hypermarchés  
Grands magasins  
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé  
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé  
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé  
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé  
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé  
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé  
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé  
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé  
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé  
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé  
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé  
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé  
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m2)  
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m2 et plus)  
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé  
Commerce de détail de meubles  
Commerce de détail d'autres équipements du foyer  
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé  
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé  
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé  
Commerce de détail de la chaussure  
Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage  
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé  
Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé  
Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé  
Commerces de détail d'optique  
Commerces de détail de charbons et combustibles  
Autres commerces de détail spécialisés divers  
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin  
Commerces de véhicules automobiles

- d'accorder un dimanche supplémentaire (soit un total de quatre) pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au [premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972](#). Il est précisé que lorsque les jours fériés mentionnés à l'article [L. 3133-1](#) du code du travail, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois. »

Madame le Maire ajoute que les syndicats de salariés ont été consultés, conformément à la législation et qu'ils ont émis un avis défavorable. Le Conseil municipal propose un avis favorable.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet - 066/2021 – Fonds de concours pour la réalisation de travaux d'éclairage public place Gambetta

Monsieur Lafargue présente le rapport suivant :

« Dans le cadre des travaux d'embellissement de la place Gambetta, 6 réverbères viendront remplacer les 10 existants.

La commune ayant transféré la compétence de l'éclairage public au syndicat départemental Territoire 47, c'est à lui qu'il appartient de réaliser les travaux.

Le coût des travaux s'élève à 105 662,29 euros TTC, dont 49 548,55 euros sont pris en charge directement par le syndicat. Il reste à la charge de la commune 56 113,74 euros, à mobiliser sous forme de fonds de concours (investissement chapitre 204).

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette opération.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriale,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de contribuer au financement des travaux d'éclairage public de la place Gambetta, par une participation communale versée au syndicat TE 47, sous forme d'un fonds de concours de 56 113,74 euros,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet - 067/2021 - Fonds de concours pour l'acquisition et l'installation de feux au carrefour entre la RD 933 et la RD 291

Monsieur Lafargue présente le rapport suivant :

« En partenariat avec le Conseil départemental, la commune a engagé un programme de sécurisation des principaux axes de la commune. Dans ce contexte, le Conseil départemental a prévu d'aménager le carrefour entre la RD 933 et la RD 291 en y implantant huit feux équipés de capteurs pour sécuriser et réguler la circulation à cet endroit.

La commune ayant transféré la compétence des feux de signalisation au syndicat départemental Territoire 47, c'est à lui qu'il appartient de réaliser les travaux. Le coût de ce dispositif s'élève à 111 281 euros TTC, dont 30 % est pris en charge par le syndicat (46 367,08 euros). Les 70 % restants (64 913,92 euros) sont à la charge de la collectivité. Madame le Maire propose que la commune acquitte cette somme sous forme de fonds de concours (investissement chapitre 204). Le Conseil départemental, maître d'ouvrage des travaux, remboursera l'intégralité à la commune.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de contribuer au financement de l'acquisition et de l'installation de 8 feux au carrefour de la RD 933 et de la RD 291, par une participation communale versée au syndicat TE 47, sous forme d'un fonds de concours de 64 913,92 euros,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents »

Madame Toutain se fait expliquer où se situent les routes départementales n°933 et n°291. Elle demande ensuite s'il s'agit d'autofinancement communal.

Madame le Maire lui explique qu'il n'y a pas d'autofinancement de la commune, puisque le Conseil départemental rembourse le montant de l'investissement, comme indiqué.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 068/2021 - Décisions prise par délégation du Conseil municipal

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

### **1°) Marchés publics**

Acquisition d'un logiciel pour les services techniques : montant 7 108 € HT  
AS Tech solutions service. Signature commande le 26/07/2021

Branchement électricité rue des Abeilles : montant 16 968 € HT  
Enedis. Signature commande le 13/03/2021

Achat d'instruments de musique : montant 5 042 € HT  
La petite harmonie



Achat de défibrillateurs : montant 6 060 € HT  
Life AZ (signature commande 2019)

*AMENAGEMENTS URBAINS DU CENTRE VILLE DE CASTELJALOUX (mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à la SEM 47)*

Lot n° 1 – VRD  
HT  
Montant : 764 419 €  
Entreprise ROY TP - 780 Avenue des Petites Landes 40120 POUYDESSEAUX

Lot n° 2 – GROS ŒUVRE  
HT  
Montant : 31 150 €  
Entreprise COLPIN CONSTRUCTION – Calton Sud 47430 LE MAS D'AGENAIS

Lot n° 3 – STRUCTURE METALLIQUE – SERRURERIE  
Montant : 71 007 € HT  
Entreprise SUD OUEST MONTAGE – 1154 Allée de la Seyne 47310 STE COLOMBE EN BRULHOIS

Lot n° 4 – COUVERTURE ZINC ET CHARPENTE BOIS  
Montant : 58 509 € HT  
SAS CHARPENTE SERGE GOACOLOU – 6 avenue de Bordeaux – 47700 CASTELJALOUX

Lot n° 5 – PEINTURE  
HT  
Montant : 30 660 €  
EtablissementS FAU – Zone de la Plaine – 47180 SAINTE BAZEILLE

Lot n° 6 – PAYSAGE  
ID VERDE – 2486 avenue de Bordeaux – 47300 BIAS  
Montant : 24 691 € HT

**2°) Concessions dans le cimetière communal :**

Concessions dans le cimetière communal :

*Parcelle dans cimetière :*

Bénéficiaire : M. AUGÉ Henri

Durée : perpétuelle

Date : 10 Novembre 2021

Cellule dans l'espace funéraire :

Bénéficiaire : M. VICTORIN Christian

Durée : 30 ans

Date : 28 Septembre 2021 »

Le Conseil municipal en prend acte.

### **III – COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME**

**Objet : N° 069/2021 - Présentation du rapport d'activité annuel du syndicat départemental Territoire d'énergie (TE47)**

Monsieur Lafargue explique que le rapport d'activité complet est accessible sur le lien internet indiqué au rapport et présente le syndicat.

« Madame le Maire propose de prendre connaissance du rapport d'activité annuel du syndicat départemental Territoire d'énergie (TE47) sur le service public des énergies en 2020 (consultable et téléchargeable en intégralité sur [www.sdee47.fr](http://www.sdee47.fr)) et vous propose d'adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

1. Prend connaissance du rapport annuel d'activité du service public des énergies établi par le syndicat TE47 pour l'exercice 2020,

Mandate Madame le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation. »

Le Conseil municipal en prend acte.

**Objet : N° 070/2021 - Convention de servitude amiable avec le syndicat TE 47**

Monsieur Lafargue présente le rapport suivant :

« Le syndicat TE 47 doit réaliser des travaux sur le réseau de distribution public d'électricité sur la zone d'activité de Belloc.

Le réseau électrique empruntera la propriété de la commune cadastrée section AR numéro 128, sur une emprise totale de 570 m<sup>2</sup>. Une convention de servitude entre le syndicat et la commune doit donc être signée.

Il convient donc d'autoriser madame le Maire à signer cette convention.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'autoriser madame le Maire à signer avec le syndicat TE 47 une convention de servitude amiable, pour la construction d'une ligne de distribution électrique souterrain sur la parcelle communale cadastrée section AR numéro 128, ainsi que les actes authentiques correspondants. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 071/2021 - Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement d'Eau 47- Exercice 2020

Madame le Maire rappelle que le rapport est consultable sur le site web du syndicat Eau 47. Elle rappelle que la commune a rejoint le syndicat en 2015, dans lequel elle siège avec Pascal Doucet, ainsi que messieurs Remaut et Arzenton en tant que suppléants. Le syndicat gagne du terrain. Chaque année il présente un bilan d'activité.

« Madame le Maire propose d'examiner le rapport sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement 2020 (consultable et téléchargeable en intégralité sur [www.eau47.fr](http://www.eau47.fr) et en mairie).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2224-5 relatif à l'établissement et à la présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers, et les articles D.2224-1 à D.2224-5,

Vu le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement,

Vu l'article 129 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 et le décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement,

Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2017 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement,

Vu le transfert des compétences « Eau potable », « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif » par la commune au syndicat Eau 47,

Vu la délibération du Comité syndical Eau 47, approuvant le contenu du rapport annuel 2020,

Considérant que le rapport doit être présenté en Conseil municipal avant le 31 décembre 2021 et être ensuite tenu à la disposition du public,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

2. Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement établi par le syndicat Eau 47 pour l'exercice 2020,

Mandate Madame le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation. »

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Objet : N° 072/2021 - Adoption d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec le Département

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« L'article L 2422-12 de la commande publique dispose que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 (...), ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Dans le cadre des aménagements urbains en cours, je vous propose de recourir à ce dispositif avec le Département, propriétaire des routes départementales n°655 et n°933. Pour une gestion efficace, le Département transfère ainsi à la commune la maîtrise d'ouvrage des travaux à venir sur les deux routes départementales.

La maîtrise d'ouvrage unique comprend les missions suivantes :

- Gestion des procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre et des marchés de travaux,
- Suivi de l'exécution et règlement des marchés de maîtrise d'œuvre et des marchés de travaux,
- Réception des travaux.

Les travaux concernés sont les suivants :

- Pour la Commune, ils consistent en la réalisation de trottoirs, de places de stationnement, d'un assainissement pluvial, superficiel et souterrain, d'un réseau d'éclairage public, d'espaces verts et diverses autres interventions.
- Pour le Département, ils consistent en la réalisation de purges de chaussée, après décaissement de l'ancienne chaussée et renouvellement de la couche de roulement.

Les travaux sont localisés sur le domaine public routier départemental des RD 655 et RD 933, aux abords de la place Gambetta.

Au titre des travaux qui lui reviennent, le Département versera à la commune une participation d'un montant estimatif de 150 000 euros TTC. Ce montant a été calculé sur la base des quantités mises au marché par la Commune.

La participation du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- 45 000 euros sur présentation de l'ordre de service de commencement des travaux et sur justificatif d'implantation du panneau d'information laissant apparaître la participation financière du Conseil départemental,
- 75 000 euros à la moitié du délai contractuel du marché pour la tranche place Gambetta.
- Le solde à l'achèvement des travaux

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, Madame le Maire propose d'adopter la convention de maîtrise d'ouvrage unique en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985,

Vu le code de la commande publique, notamment l'article L 2422-12,

Considérant les travaux simultanés du Département et de la Commune pour améliorer la traversée de la Commune sur la RD 655 et la RD 933,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter la convention de maîtrise d'ouvrage unique jointe en annexe, concernant les RD 655 et RD 933 aux abords de la place Gambetta,
- D'autoriser madame le Maire à signer cette convention et tous documents afférents,
- D'inscrire les crédits nécessaires (150 000€) au budget primitif 2022. »

Madame Toutain demande si la dépense sera imputée sur le budget 2022 et quel est l'autofinancement de la commune.

Monsieur Doucet explique qu'il n'y a pas de dépense pour la commune. La voirie appartient au Département. Donc c'est à lui de financer la réfection.

Madame le Maire confirme qu'il n'y a aucun financement de la commune sur la voirie. Le financement de la commune intervient sur les aménagements de la place.

Monsieur Doucet répète que sur la voirie le financement du Département est de 100 %.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 073/2021 - Cession amiable de concessions suite à une procédure de reprise – Réévaluation

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle que la commune a procédé en juin 2015 à des opérations de relevage de concessions funéraires en l'état d'abandon et que certains caveaux, en état de conservation, ont été préservés de la destruction. Elle pouvait donc les vendre dans la limite du respect dû aux défunts et aux sépultures.

Par délibération du 14 septembre 2015, des prix de cession ont été attribués en fonction de leur taille et leur état de conservation conformément au tableau ci-dessous :

DESIGNATIONS	ETAT CAVEAU EXTERIEUR	NOMBRE DE PLACES	ESTIMATION DU PRIX
ILOT B – N° 5	BE	4/6	1 500.00 €
ILOT B – N° 33	EM	4/6	1 000.00 €
ILOT B – N° 35	EM	4/6	1 000.00 €
ILOT G – N° 17	EM	4/6	1 000.00 €

Toutefois, deux concessions n'ont toujours pas trouvé preneur : une, suite à une erreur administrative (caveau inexistant) et l'autre, du fait de son prix élevé compte tenu de l'absence de monument apparent. Aussi, il conviendrait donc de les réévaluer comme suit :

DESIGNATIONS	CAVEAU	NOMBRE DE PLACES	ESTIMATION DU PRIX
ILOT B – N° 33	AUCUN	Pleine terre : 2	Emplacement : 195.00 €
		Caveau : 2	Emplacement : 348.75 €
		Caveau : 4	Emplacement : 581.25 €
ILOT B – N° 35	SOUS - SOL	3	500 € + Emplacement : 348.75 €

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur n° 93-28 du 28 janvier 1993 relative à la nature juridique des monuments, signes et caveaux installés sur les concessions reprises,

Considérant que les concessions reprises sont vides de tout corps,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de valider la nouvelle tarification des concessions invendues. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 074/2021 - Participation financière aux travaux de renforcement du réseau d'AEP

Monsieur Doucet rectifie le numéro de parcelle et présente le rapport suivant :

« A la suite du détachement de 3 lots situés sur la parcelle cadastrée section AH n°929, il est nécessaire de renforcer le réseau public d'eau potable sur un linéaire de 105 mètres, avec la pose d'une conduite en PVC d'un diamètre de 63 mm.

Conformément aux règles de financement du syndicat Eau47, une participation de 50 % du montant de ces travaux est demandée à la commune.

L'opération est évaluée à 21 000 € HT. En conséquence, la participation de la commune s'élève à 10 500 € HT.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'arrêté inter préfectoral n°47-2020-12-24-006 du 28 décembre 2020 portant actualisation des compétences transférées au Syndicat EAU47 au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et ses statuts ;

Vu les délibérations du Syndicat EAU47 suivantes :

- n°17\_078\_Cbis du 2 septembre 2017 relative aux règles de financement des équipements publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018
- n°18\_046\_C du 27 mars 2018 relative aux modalités de financement par EAU47 des dépenses liées à la défense incendie
- n°18\_015\_B du 26 avril 2018 relative à l'échelonnement de paiement des participations communales pour des travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable

Vu la demande de la commune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de prendre acte du montant prévisionnel de 21 000 € H.T pour l'ensemble des travaux de renforcement du réseau d'AEP sur la parcelle section AH n°929,
- de donner son accord pour la participation de la commune aux travaux indiqués ci-dessus pour un montant prévisionnel de 10 500 € calculé selon les règles du syndicat Eau 47,
- d'accepter le principe du paiement au lancement des travaux de 50% de la participation prévisionnelle et du solde de celle-ci à la réception des travaux ajusté sur le montant définitif des travaux,
- de donner pouvoir à madame le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant. »

Monsieur Doucet précise que cette parcelle est située rue des Ecureuils, laquelle se trouve derrière le garage Citroën. Il ajoute qu'il s'agit d'une extension de réseau et qu'à chaque fois la participation communale s'élève à 50 % du montant.

Madame le Maire ajoute que madame Montigny-Capes ne participe pas au débat ni au vote.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité (madame Montigny-Capes n'a pas participé au débat et au vote).

Objet : N° 075/2021 - Demande de subvention départementale pour la construction de caniveaux et bordures de trottoirs

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« Dans le cadre des travaux d'embellissement de la place Gambetta, 400 mètres linéaires de bordures et caniveaux vont être posés le long de la RD 655 et de la RD 933.

Le Conseil départemental propose un régime de subventions pour la construction de bordures dans la traverse d'une agglomération par des routes départementales. Cette subvention s'élève à 50 % du prix forfaitaire au mètre linéaire fixé à 43 euros pour les bordures et caniveaux et à 21,50 euros pour les bordures seules. Madame le Maire propose de solliciter cette aide.

Pour les 400 mètres linéaires de bordures et caniveaux prévisionnels, la subvention sollicitée s'élève à 8 600 euros (400 X 43 X 0,50).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le régime de subventions du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,  
Considérant les travaux d'embellissement de la place Gambetta et de ses abords,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de solliciter auprès du Conseil départemental l'aide aux infrastructures « traverse des agglomérations », à hauteur de 50 % du prix forfaitaire au mètre linéaire de 43 euros, pour le financement des bordures et caniveaux de la place Gambetta et de ses abords sur un linéaire prévisionnel de 400 mètres,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

#### **IV – COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS**

Objet : N° 076/2021 - Demande de subvention exceptionnelle du football club de Casteljaloux

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le football club de Casteljaloux d'une demande de subvention exceptionnelle de 350 euros.

Cette subvention est destinée à contribuer à hauteur de 35 % à l'achat de mini buts, en remplacement des anciens, aujourd'hui vétustes et hors normes. Ces mini buts sont utilisés pour l'entraînement des jeunes en effectifs réduits et pour les seniors sur des exercices particuliers.

La communauté de communes a été sollicitée à hauteur de 250 euros.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.



Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'accorder au football club de Casteljaloux une subvention exceptionnelle de 350 euros pour l'acquisition d'une paire de mini buts,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

#### **V – COMMISSION ENFANCE – JEUNESSE**

**Objet : N° 077/2021 - Tarifs de Castel'O Jeunes**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire explique que la commission enfance-éducation a travaillé sur cette nouvelle grille de tarifs. Elle rappelle les actions de Castel O Jeunes et détaille la nouvelle grille tarifaire proposée.

Madame le Maire propose de simplifier la grille tarifaire des jeunes inscrits à Castel'O Jeunes.

L'ancienne grille était la suivante :

	TARIFS 1	TARIFS 2	TARIFS 3	TARIFS 4
<b>Conditions tarifaires</b>	<u>Participation</u> de votre communauté des communes et <u>participation</u> de la commune de résidence	<u>Sans participation</u> de votre communauté des communes et <u>participation</u> de la commune de résidence	<u>Participation</u> de votre communauté des communes et <u>sans participation</u> de la commune de résidence	<u>Sans participation</u> de votre communauté des communes et <u>sans participation</u> de la commune de résidence
<b>Adhésion Annuelle (par famille)</b>	50 €	50 €	50 €	50 €
<b>Tarif journalier (QF &lt; 856 €)</b>	0,50 €	3,50 €	7,90 €	10,90 €
<b>Tarif journalier (QF &gt; 856 €)</b>	1 €	4,50 €	8,90 €	11,90 €

Madame le Maire propose la nouvelle grille suivante, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

<b>Conditions tarifaires</b>	<b>Journée* Commune</b>	<b>Journée* Hors Commune</b>
<b><i>Adhésion Annuelle (par famille)</i></b>	30 €	50 €
<b><i>Tarif journalier (QF &lt; 856 €) (par enfant)</i></b>	3,50 €	7,50 €
<b><i>Tarif journalier (QF &gt; 856 €) (par enfant)</i></b>	4,50 €	8,50 €

**\*dont 2 REPAS PEDAGOGIQUES PAR SEMAINE**

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour Castel'O Jeunes la nouvelle grille tarifaire suivante :

<b>- Conditions tarifaires</b>	<b>Journée* Commune</b>	<b>Journée* Hors Commune</b>
<b><i>Adhésion Annuelle (par famille)</i></b>	30 €	50 €
<b><i>Tarif journalier (QF &lt; 856 €) (par enfant)</i></b>	3,50 €	7,50 €
<b><i>Tarif journalier (QF &gt; 856 €) (par enfant)</i></b>	4,50 €	8,50 €

**\*dont 2 REPAS PEDAGOGIQUES PAR SEMAINE**

- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VI – COMMISSION AFFAIRES SOCIALES ET SENIORS**

**Objet : N° 078/2021 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des parents d'élèves de l'école Samazeuilh et de l'association des parents d'élèves de l'école Sainte-Marie**

Madame Girard présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par deux associations de parents d'élèves, l'APE de l'école Samazeuilh et l'APEL de l'école Sainte-Marie, d'une demande de subvention exceptionnelle de 400 euros chacune.

Cette subvention est destinée à contribuer à l'achat de fournitures pour l'élaboration par les enfants des décorations du repas de Noël aux seniors.

Les seniors participant au repas pourront partir avec les décorations s'ils le souhaitent.

Il s'agit d'une action de solidarité intergénérationnelle exemplaire à laquelle je vous propose de réserver un avis favorable.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'accorder à l'APE de l'école Samazeuilh une subvention exceptionnelle de 400 euros pour l'élaboration des décorations du repas de Noël aux seniors,
- d'accorder à l'APEL de l'école Sainte-Marie une subvention de 400 euros pour le même objet,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Madame Girard explique qu'en raison de la situation sanitaire, le repas des seniors a été reporté. Néanmoins, les élèves de l'école Sainte-Marie ont déjà réalisé des décors qu'ils ont distribués pour les goûters des deux EHPAD. L'école Samazeuilh réalisera la décoration lorsque le repas de Noël reporté aura lieu.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VII – AFFAIRES GENERALES**

**Objet : N° 079/2021 - Création d'un poste d'éducateur de jeunes enfants à temps complet**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade, des promotions internes, des modifications de temps de travail, des recrutements, etc. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique paritaire.

A la suite de la réussite d'un agent au concours d'éducateur territorial de jeunes enfants, Madame le Maire vous propose de créer le poste correspondant. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un recrutement nouveau.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi du 26 janvier 1984,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de créer un emploi de la filière sociale à temps complet, dans le cadre d'emploi des éducateurs de jeunes enfants territoriaux au grade d'éducateur de jeunes enfants,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 1 et que l'effectif nouveau sera de 2. »

Madame le Maire précise qu'un agent a réussi le concours d'éducateur de jeunes enfants et qu'elle propose en conséquence de créer le poste correspondant.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Madame le Maire explique ensuite qu'il faut soutenir le service des urgences de l'hôpital de Marmande et propose d'adopter la motion suivante :

**MOTION**  
**POUR LE MAINTIEN ET LE FONCTIONNEMENT**  
**DANS DE BONNES CONDITIONS DU SERVICE DES URGENCES**  
**DE L'HOPITAL MARMANDE-TONNEINS**

« Considérant que la santé est un bien commun universel et que la santé est un service public à part entière,

Considérant que la dégradation de l'offre de soins ne répond pas aux besoins d'une prise en charge sanitaire satisfaisante des administrés,

Considérant que les problématiques de recrutement de professionnels de santé affectent tous types d'établissement et tous types d'exercice,

Considérant que l'ensemble de ces facteurs favorisent un taux de fréquentation du service des urgences pour des problèmes qui n'en relèvent pas et participent à son engorgement,

Considérant en outre que les urgences de l'hôpital Marmande-Tonneins fonctionnent en mode dégradé (manque de moyens humains, matériels et financiers),

Nous, élus de Casteljaloux, en séance du 14 décembre 2021, adoptons une motion de soutien, de solidarité et affirmons notre confiance envers les personnels de santé du territoire

Et demandons à l'Etat de donner pour cela au service des urgences de l'hôpital Marmande-Tonneins, les moyens humains, matériels et financiers pour assurer son maintien et son fonctionnement normal. »

Madame Toutain demande s'il ne serait pas possible d'apporter un soutien à l'hôpital de Nérac, dont les services ferment.

Madame le Maire propose à madame Toutain de préparer une motion pour le prochain conseil municipal. »

La motion est adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 080/2021 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association Egrégore

Madame le Maire fait une synthèse du rapport suivant :

« La commune a été saisie d'une demande de subvention exceptionnelle de 20 000 euros pour contribuer à l'installation et au lancement à Casteljalous de la galerie Egrégore.

Cette galerie était initialement installée à Marmande, sur une superficie de près de 850 m<sup>2</sup> comprenant 18 salles d'exposition. Plus grande galerie associative de France, elle contribuait à faire connaître des artistes peintres et sculpteurs dans toute leur diversité, tout en faisant de Marmande un pôle artistique de dimension régionale.

Les expositions, au nombre de six par an environ, bénéficiaient d'une importante couverture médiatique (presse écrite, France 3). Ces expositions attiraient un public parfois éloigné, grâce à la notoriété des artistes exposés. Chaque année, la galerie organisait un challenge international.

L'association a également noué des partenariats avec les écoles, collèges et lycées, permettant à de nombreux élèves de découvrir les expositions présentées.

L'association bénéficiait d'un partenariat avec le Conseil départemental de Lot-et-Garonne, la communauté d'agglomération Val de Garonne et la commune de Marmande.

Egrégore a désormais établi son siège à Casteljalous. Installée au lieu-dit Souliès, la galerie renaît dans un bâtiment 17<sup>ème</sup> siècle d'une superficie de 600 m<sup>2</sup>, à cheval sur le territoire de notre commune et sur celui de La Réunion. Le bâtiment est une ancienne étable qui a nécessité de nombreux investissements (toiture, zinguerie, huisseries, sanitaires, éclairages, terrassements...).

La galerie sera ouverte tous les ans, du mois de mai au mois d'octobre. Dans le même esprit qu'à Marmande, l'objectif est d'y créer un lieu de rencontres et d'échanges autour de la création artistique nationale et internationale. Des événements ponctuels y seront également organisés, pour faire du lieu un centre culturel polyvalent où plusieurs manifestations artistiques pourront être associées (peinture, sculpture, musique, chant, etc.), ainsi que des conférences.

L'entrée sera ouverte à tous les publics et gratuite. Un accent particulier sera mis sur l'aspect pédagogique de la galerie, en offrant aux enfants des écoles, collèges et autres centres de loisirs de notre territoire rural l'opportunité de bénéficier d'une ouverture à la peinture et à la sculpture, avec la présence éventuelle des artistes.

Par ailleurs, sur la même unité foncière, un espace naturel et son sentier d'interprétation ouvert à tous est en cours de création. Cet espace naturel aura une vocation pédagogique et un rôle conservatoire. D'une superficie de 25 hectares, il propose une riche diversité biologique. Les propriétaires ont pour ambition d'obtenir le label Espace naturel sensible (ENS).

L'association sollicite une subvention exceptionnelle de démarrage de 20 000 euros pour participer aux charges d'investissement. Elle sollicite en parallèle la commune de La Réunion, la communauté de communes, le Conseil départemental et le Conseil régional pour les travaux de transformation de l'étable en galerie. Les propriétaires des lieux, membres fondateurs de l'association, ont assumé une dépense de 80 000 euros et ne font payer aucun loyer à l'association. Le budget prévisionnel et les subventions sollicitées aux collectivités partenaires pour l'aboutissement du projet sont les suivants :

Dépenses (en euros TTC)	Recettes (en euros)
Eclairage muséographique.....57 000	Conseil départemental.....20 000
Accessibilité/parking.....15 000	Commune de Casteljaloux.....20 000
Informatique.....5 000	Commune de La Réunion.....10 000
	Communauté des communes des côteaux et Landes de Gascogne .....10 000
	Conseil régional.....10 000
	Fonds propres.....7 000
TOTAL.....77 000	TOTAL.....77 000

Considérant que ce type d'équipement reste d'ordinaire l'apanage de villes moyennes et grandes, il constitue une opportunité unique pour notre territoire rural. Il présente un intérêt pédagogique, environnemental (espace naturel sensible), mais aussi touristique. De façon plus globale, il renforcera l'attractivité de notre territoire.

C'est la raison pour laquelle Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à la demande de l'association, en attribuant une subvention exceptionnelle de lancement de 20 000 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'attribuer à l'association Egrégore une subvention exceptionnelle de 20 000 euros, pour le lancement de la galerie de peinture et de sculpture éponyme, ainsi que son sentier d'interprétation,

- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision et en vue d'entériner les engagements réciproques entre l'association et la commune. »

Madame Toutain relève que les aides ne sont pas acquises à coup sûr.

Madame le Maire répond que celle de la commune est acquise ce soir et que l'aide du Département sera votée en janvier 2022.

Madame Toutain demande à madame le Maire si elle est confiante concernant la décision du Département.

Madame le Maire explique que le dossier a été validé en commission culture. Elle ajoute que l'association autofinancera les éventuels manques. Elle informe l'assemblée qu'il est possible d'aller visiter la galerie. Elle ajoute enfin que la subvention sera versée sur présentation de justificatifs de dépenses d'éclairage et d'informatique.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VIII – QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur Verweire demande s'il est prévu des travaux de réfection des chaussées, trottoirs et caniveaux en dehors des travaux sur les routes départementales.

Madame le Maire répond que les travaux de réfection de chaussées et trottoirs concernent pour l'instant le centre bourg et elle décrit les grandes phases de ces travaux pour les six années à venir, ainsi que le phasage imposé par la DETR. Une fois que ces travaux seront réalisés, la municipalité poursuivra la rénovation des espaces publics.

Monsieur Verweire déclare qu'il existe des rues et des trottoirs impraticables.

Madame le Maire explique qu'il existe des contraintes budgétaires et qu'il est déjà exceptionnel de pouvoir entreprendre des travaux de l'ampleur actuelle.

Monsieur Verweire demande ensuite s'il est prévu des contrôles de bruit des motos et mobylettes.

Madame le Maire répond que ce n'est pas prévu mais que monsieur Verweire peut en faire la demande aux gendarmes.

Monsieur Verweire demande ensuite s'il est prévu de nettoyer d'autres berges de l'Avance après celle située vers les jardins partagés.

Madame le Maire répond que comme en matière de travaux publics, il est impossible de tout faire en un jour.

Monsieur Verweire déclare ensuite qu'il a trouvé la porte de l'accueil de la mairie fermée le 27 septembre dernier au soir alors qu'il y avait une commission enfance. Il demande à madame le Maire ce qu'elle compte faire pour remédier à cette situation.

Madame le Maire réplique que le Conseil municipal traite de l'intérêt général et non des affaires personnelles. Par ailleurs elle précise que l'adjointe lui a déjà répondu et qu'elle s'est excusée. La porte était fermée, et elle n'a pas décroché son téléphone car elle était en commission et elle ne répond pas à un numéro inconnu en pareil cas.

Elle conseille à monsieur Verweire d'envoyer la prochaine fois un SMS à madame Montigny-Capes qui les reçoit directement sur sa montre. Mais ces éléments ont déjà été portés à la connaissance de monsieur Verweire.

Madame Toutain prend ensuite la parole pour demander s'il est prévu une campagne de vaccination à la salle de La Bartère, car les capacités à vacciner des deux pharmacies seraient de sept à huit personnes par jour.

Madame le Maire répond que la création d'un centre de vaccination éphémère ne dépend pas de la municipalité mais d'une collaboration entre l'ARS (agence régionale de santé) et les pompiers. Or rien n'est prévu à sa connaissance à ce jour.

Madame Toutain déclare qu'il n'y a pas de rendez-vous disponible à Nérac.

Monsieur Paga précise que tout le monde chez les pompiers n'est pas habilité à vacciner.

Madame le Maire ajoute que dans certains endroits, peu de monde s'est déplacé.

Madame Girard raconte qu'elle a contacté monsieur Bianchi, pharmacien et qu'ils ont eu l'idée de mettre en place une journée de vaccination le lundi 20 décembre, jour de fermeture de l'officine. Des médecins et infirmières bénévoles seront présents. Leur capacité sera de sept vaccins à l'heure.

Madame Toutain rétorque que ce n'est pas ce que disent les pharmaciens.

Madame le Maire explique à madame Toutain qu'elle ne parle pas de la même chose. Il y aura bien 188 personnes de vaccinées le lundi 20 décembre prochain, car il s'agira d'une journée entièrement consacrée à cela et non au travail classique de vente de médicaments et matériel. Ce cas de figure est très différent des vaccinations réalisées les jours d'ouverture des pharmacies, où le personnel conserve toutes ses tâches habituelles et ne peut se consacrer seulement aux piqûres.

Madame Girard souligne que 188 personnes seront vaccinées dans la journée et qu'ils réfléchissent ensemble à réitérer l'opération en janvier 2022.

(échanges)

Madame Toutain fait remarquer que pour le cabinet médical, il n'y a pas de possibilité avant le mois de mars prochain.

Madame Girard explique à madame Toutain qu'il faut passer par doctolib. Elle a elle-même trouvé un rendez-vous samedi dernier.

Monsieur Lanzutti s'interroge sur l'intérêt personnel ou général de la question soulevée par madame Toutain.

Madame Toutain rétorque que cette question concerne les Casteljalousains.

Madame Girard répète que pouvoir vacciner 188 personnes en une seule journée est déjà exceptionnel.

(échanges)

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance à 20h15



Mme CASTILLO	M. DUCASSE	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES
M. DOUCET	M. LAFARGUE	M. ARZENTON	M. GARBAY	Mme DE BRITO
M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH	M. PAGA	Mme SAUX
M. LANZUTTI	Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA	Mme TOUTAIN
M. VERWEIRE	Mme VENUTO			